



Table des MATIÈRES/Q2

Introduction	
Articles vedettes	2
a. Célébration de la Journée mondiale de la météorologie (JMM) 2021 dans les États membres de la CEDEAO	
b. Les Organisations de Promotion du Commerce de l'Afrique de l'Ouest vont créer un réseau régional des OPC	
Gestion et Coordination du programme	4
Chaînes de valeurs et organisations intermédiaires régionales	9
Système régional d'infrastructure qualité et environnement des affaires	11
Communication & visibilité	16
Composantes nationales	17

vue générale de WACOMP

Le Programme pour la compétitivité d'Afrique de l'Ouest (WACOMP) a été adopté sous le Programme indicatif régional du 11e Fonds européen de développement (FED) pour un montant total de 120 millions d'euros. Le WACOMP vise à appuyer un certain nombre de chaînes de valeur, sélectionnées à la fois aux niveaux national et régional, pour promouvoir la transformation structurelle et faciliter l'accès aux marchés régionaux et internationaux.

L'objectif principal de WACOMP consiste à renforcer la compétitivité commerciale des pays d'Afrique de l'Ouest et faciliter leur intégration dans le système commercial régional et international. A cette fin, le programme visera à :

- améliorer les performances, la croissance et la contribution à l'industrie, au commerce régional et l'exportation des chaînes de valeur sélectionnées, et
- améliorer le climat des affaires aux niveaux national et régional.

Le programme, qui vise à appuyer la mise en œuvre des politiques et programmes d'Afrique de l'Ouest, y compris la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAQ), le Programme du Système de Qualité de l'Afrique de l'Ouest (PSQAO) et la Stratégie pour le Développement du Secteur Privé de la CEDEAO, contribuera à la mise en place des fondations et à la promotion de l'accès des pays ouest-africains au Plan d'Investissement Extérieur de l'Union européenne (PIE).

Célébration de la Journée mondiale de la métrologie (JMM) 2021 dans les États membres de la CEDEAO



Le 20 mai est la Journée mondiale de la métrologie (JMM), qui commémore l'anniversaire de la signature de la Convention du mètre en 1875 par les représentants de 17 nations. Ce traité constitue la base d'un système de mesure cohérent à l'échelle mondiale. La Convention a établi le cadre d'une collaboration mondiale dans la science de la mesure et dans ses applications industrielles, commerciales et sociétales.

Le thème de la Journée mondiale de la métrologie 2021 est "Les mesures au service de la santé". Ce thème a été choisi pour sensibiliser au rôle important que les mesures jouent dans la santé, et donc dans le bien-être de tous les êtres humains.

En effet, plus largement, la métrologie, la science des mesures, joue un rôle essentiel dans l'innovation de la recherche scientifique, la fabrication industrielle et le commerce international, dans l'amélioration de la qualité de vie et dans la protection de l'environnement mondial.

La célébration de la Journée mondiale de la métrologie est coordonnée au niveau international conjointement par le Bureau International des Poids et Mesures (BIPM) et l'Organisation Internationale de Métrologie Légale (OIML)

Le BIPM est une organisation internationale établie par la Convention du Mètre, à travers laquelle les États membres agissent ensemble sur les questions relatives à la science de la mesure et aux étalons de mesure.

La mission du BIPM est de travailler avec les laboratoires nationaux de métrologie des États membres du BIPM, les organisations régionales de métrologie et les partenaires stratégiques du monde entier, et d'utiliser notre statut international et impartial pour promouvoir et faire progresser la comparabilité mondiale des mesures.

L'OIML développe des recommandations internationales, qui visent à aligner et harmoniser les exigences au niveau mondial dans le domaine de la mesure et des instruments de mesure. L'OIML gère également le Système de Certification de l'OIML (OIML-SC) qui facilite l'acceptation internationale et le commerce mondial des instruments de mesure réglementés.

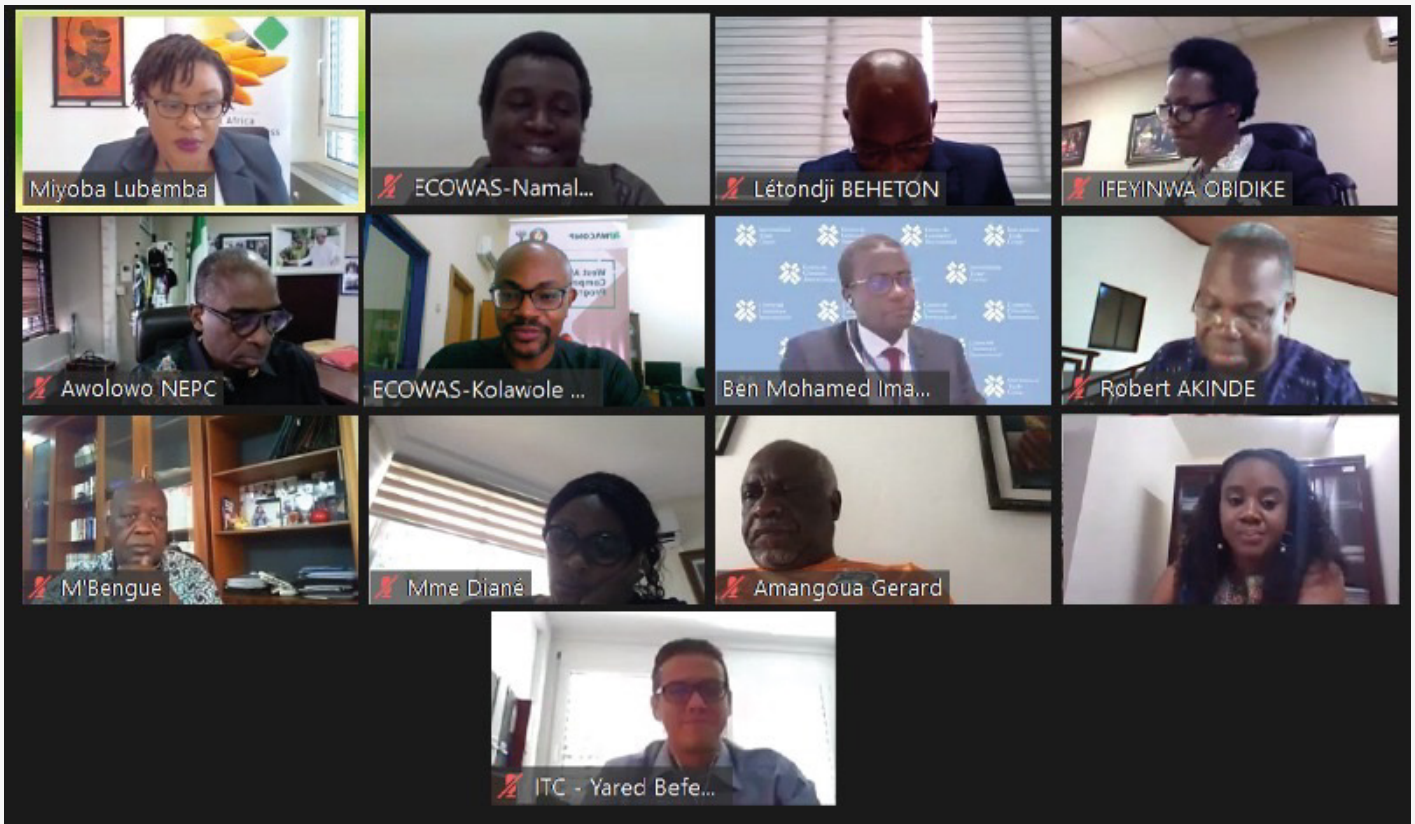
Suite aux activités de sensibilisation menées lors de la mise en œuvre des précédents programmes régionaux de la qualité, les Organisations Nationales de Métrologie (ONM) des États membres de la CEDEAO ont saisi l'opportunité offerte par le JMM 2021 pour sensibiliser la population et les milieux d'affaires sur l'importance des mesures dans le secteur de la santé et leur bien-être à travers des événements promotionnels.

Les événements promotionnels organisés par les pays ont porté sur les sujets suivants :

1. Vérification gratuite des instruments de mesure dans les hôpitaux (instruments de pesée, thermomètres, tensiomètres, etc.) ;
2. Ateliers pour le lancement des futurs Instituts Nationaux de Métrologie (INM) ou laboratoires de métrologie (laboratoires d'étalonnage) au niveau national ;
3. Séances de sensibilisation sur les stations de radio et de télévision ;
4. Publication de la déclaration du Ministre en charge de la qualité (journaux, Facebook, Twitter et WhatsApp) ;
5. Ateliers de sensibilisation physique ou virtuelle sur l'importance de la métrologie ;
6. Interviews sur l'importance de la métrologie.

En Afrique de l'Ouest, la JMM 2021 a été célébrée par les États membres de la CEDEAO suivants : Benin (Agence Nationale de Normalisation, de Métrologie et du Contrôle Qualité (ANM)), Burkina Faso (Agence burkinabè de Normalisation, de la Métrologie et de la Qualité (ABNORM)), Cabo Verde (Institut pour la Gestion de la Qualité et la Propriété Intellectuelle (IGQPI)), Côte d'Ivoire (Laboratoire National d'Essai de Qualité, de Métrologie et d'Analyses (LANEMA)), The Gambia (The Gambia Standards Bureau (TGSB) Ghana (Ghana Standards Authority (GSA)), Guinea (Institut Guinéen de Normalisation et de Métrologie (IGNM)), Niger (Agence Nigérienne de Normalisation, de Métrologie et de Certification (ANMC)), Nigeria (Standards Organisation of Nigeria (SON)), Mali (Agence Malienne de Métrologie (AMAM)), Senegal (La Division de la Métrologie), Sierra Leone (Sierra Leone Standards Bureau (SLSB))

Les Organisations de Promotion du Commerce de l'Afrique de l'Ouest vont créer un réseau régional des OPC



À la suite de plusieurs réunions consultatives tenues progressivement, les dirigeants des Organisations membres du Réseau de Promotion du Commerce se sont réunis pour une réunion de deux sessions tenue par vidéoconférence les 30 mars et 22 avril 2021.

Les Directeurs généraux des Organisations Nationales de Promotion du Commerce (OPC) des pays membres de la CEDEAO ont convenu d'établir et de rendre opérationnel le réseau des OPC de la CEDEAO. Avec l'établissement du réseau régional des OPC, les OPC obtiennent une plateforme solide pour un engagement collaboratif et un soutien accru aux chaînes de valeur régionales, aux liens commerciaux et à la stimulation du commerce intra et extra régional. La réunion a permis de dégager un consensus sur les documents techniques, notamment le protocole d'accord, les termes de référence ainsi que les statuts et le règlement intérieur du réseau.

Au cours de la deuxième session, le Président et le Vice-Président ont été élus à l'unanimité : M. Olusegun Awolowo, Directeur exécutif du Nigerian Export Promotion Council (NEPC) en tant que Président et le Directeur général de l'Association pour la Promotion des Exportations de la Côte d'Ivoire (APEX-CI), M. Guy M'Bengue en tant que Vice-Président.

Les membres ont également lancé le processus consultatif pour établir des comités techniques axés sur les finances, la politique et la stratégie commerciales, les événements de promotion commerciale, ainsi que la communication et le marketing.

Pour commencer son travail, le réseau définira son plan de travail et lancera des activités avec le soutien du Centre du Commerce International (CCI) et de la Commission de la CEDEAO à travers le Programme de Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP).

La création du réseau des OPC de la CEDEAO a également été reconnu lors de la dernière réunion du Conseil des ministres de la CEDEAO qui s'est tenue virtuellement le 3 juin 2021. Le soutien reçu par le programme WACOMP pour établir le réseau régional des OPC a également été reconnu ainsi que le rôle central du réseau dans le renforcement des performances de la région au niveau continental dans le cadre de la ZLECAf.



GESTION ET COORDINATION DU PROGRAMME

Sixième réunion du Comité de pilotage technique de la composante régionale du WACOMP



La sixième réunion du Comité de Pilotage Technique de la composante régionale du WACOMP s'est tenue le 24 juin 2021 pour examiner l'état d'avancement des activités relevant de son champ d'application, la mise en œuvre de recommandations antérieures et l'identification de mesures correctives pour tout problème soulevé ou rencontré.

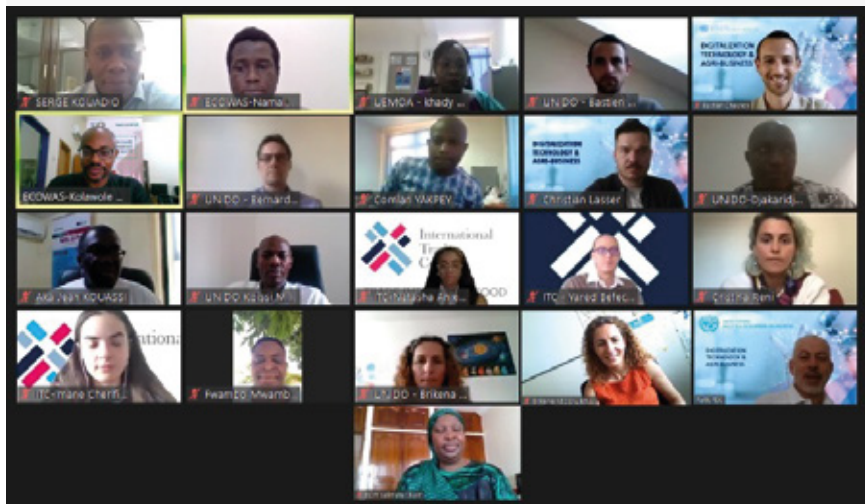
La réunion a d'abord abordé les progrès réalisés dans le domaine de la qualité, tels que le développement et l'harmonisation des normes et des réglementations techniques, le soutien aux laboratoires et la mise en œuvre de la marque de certification de la CEDEAO (ECOQMARK). Ont également été abordés les systèmes d'information sur les marchés, le mécanisme d'alerte sur les obstacles au commerce, les profils d'investissement régionaux pour les principales chaînes de valeur régionales et les activités de soutien au secteur privé.

Le Comité de Pilotage a particulièrement bien accueilli les décisions prises par le Conseil des ministres de la CEDEAO en juin dernier pour l'adoption des procédures d'harmonisation des règlements techniques de la CEDEAO, des règles de la marque de certification régionale, de la mise en place du Réseau Régional des Organisations de Promotion du Commerce et de la modification du statut du Conseil des Affaires de la CEDEAO.

Les participants ont également recommandé d'accélérer l'opérationnalisation d'ECOQMARK et de prendre des mesures pour assurer une communication rapide sur les activités du programme.

Des représentants des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, des partenaires de mise en œuvre (CCI et ONUDI) ainsi que la délégation de l'UE au Nigeria et à la CEDEAO ont assisté à la réunion. Toutes les parties prenantes ont convenu de prendre les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs visés en impliquant les composantes nationales dans les activités régionales.

Renforcement de la collaboration entre les partenaires du programme pour garantir l'atteinte des objectifs



Au cours du dernier trimestre, les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA ont rencontré les agences de mise en œuvre pour évaluer l'alignement du mandat du WACOMP avec les besoins spécifiques de la région et pour s'assurer que les résultats sont atteints de manière adéquate aux niveaux national et régional.

Les domaines couverts comprennent le soutien aux associations régionales d'appui aux entreprises, la mise en place du mécanisme régional d'alerte sur les obstacles au commerce, la mise à jour des cadres logiques de la composante régionale, l'organisation de l'événement "West Africa Connect" et la mise en place du réseau régional des organisations de promotion du commerce.

Ces réunions devraient permettre à la composante régionale d'atteindre les objectifs du WACOMP et d'identifier les moyens d'optimiser la collaboration avec les composantes nationales du programme. Grâce à ces réunions, la composante régionale a pu identifier les opportunités de collaboration avec et entre les composantes nationales et s'est engagée à prendre des mesures pour assurer des synergies dans la mise en œuvre du programme.

Rencontre entre la Commission de la CEDEAO et les composantes nationales du WACOMP pour évaluer les progrès réalisés

Avec l'appui de l'ONUDI, la Commission de la CEDEAO a organisé une série de réunions avec les parties prenantes des composantes nationales du WACOMP pour assurer un suivi optimisé des activités et une meilleure compréhension des contextes nationaux, ainsi que pour identifier les moyens d'établir des synergies entre les composantes nationales.

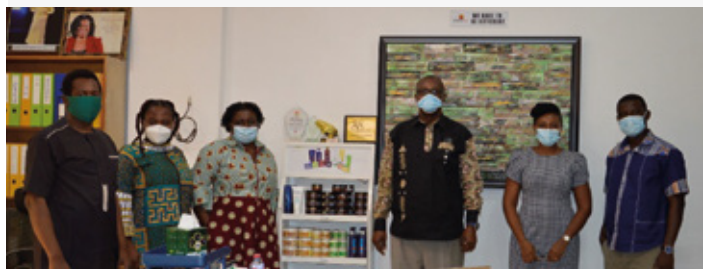
Rencontre avec les parties prenantes de WACOMP Ghana

En avril dernier, l'équipe de coordination du programme a rencontré les représentants de la Ghana Export Promotion Authority (GEPA), de l'ONUDI, de la Ghana Commodity Exchange ainsi que de Beauty Secrets, un bénéficiaire du programme opérant dans le secteur des cosmétiques.

En termes de synergies, WACOMP Ghana travaille avec l'Université d'études sur le développement de Tamale, dans le nord du Ghana, pour renforcer la capacité de leurs laboratoires à fournir des services d'accréditation aux opérateurs économiques de la région. Cela permettra de réduire les coûts de transport et d'économiser un temps précieux car ils n'auront plus à envoyer leurs échantillons aux laboratoires de la capitale pour recevoir des services de qualité.

En ce qui concerne la communication et la visibilité, les Points Focaux de WACOMP Ghana ont rappelé l'utilisation du site web de la composante et des plateformes de médias sociaux pour diffuser des informations et se connecter avec les parties prenantes. Ils ont également souligné la création d'un groupe WhatsApp comme moyen d'échange entre les parties prenantes et d'optimisation du travail commun.





Lors de leur visite au Ghana Commodity Exchange, les Points Focaux WACOMP ont présenté le programme et les différentes initiatives en cours au sein de l'institution. Ce fut également l'occasion pour eux de mieux comprendre leur mécanisme de collecte d'informations sur les prix du marché sur le terrain, de connexion au marché, de facilitation et de sécurisation des transactions entre acheteurs et vendeurs de produits de base sur les différents marchés du pays.

Enfin, la délégation de WACOMP a rencontré le directeur exécutif de Beauty Secrets à Accra et a visité l'usine de la société. Beauty Secrets produit une large gamme de produits cosmétiques à base de beurre de karité pour les femmes et les hommes. Dans son usine, l'entreprise a mis en place un petit laboratoire pour effectuer des tests préliminaires, tandis que d'autres tests d'assurance qualité sont effectués par le Ghana Standards Authority (GSA), l'Autorité de Normalisation du Ghana.

Grâce à ces réunions de suivi, la délégation WACOMP a pu évaluer les progrès réalisés par la composante nationale au Ghana et prendre note des recommandations axées sur la nécessité de prendre des mesures pour assurer l'appropriation et la durabilité des résultats du programme, et de renforcer la collaboration et les synergies entre les composantes nationale et régionale dans des domaines tels que la communication.



Rencontre avec les parties prenantes du WACOMP Côte d'Ivoire

En avril, l'équipe de coordination WACOMP a rencontré une série de parties prenantes ivoiriennes des secteurs public et privé afin d'examiner la mise en œuvre de la composante nationale. La réunion s'est tenue au ministère de l'Intégration africaine à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Dans un premier temps, les échanges ont porté sur la présentation de la composante ivoirienne du WACOMP, qui vise à soutenir les micro, petites et moyennes entreprises, à renforcer les organisations intermédiaires et à améliorer le climat des affaires.

Dans ce contexte, la section nationale de WACOMP prévoit d'organiser le forum Côte d'Ivoire-Union européenne d'ici la fin de l'année 2021. Cet événement permettra de faciliter l'accès au marché pour les opérateurs économiques du pays. A cet égard, les participants ont été informés de la signature d'un contrat avec la société " Orange " pour la digitalisation des entreprises sélectionnées. Cependant, il reste encore quelques contraintes à surmonter, comme l'accès des PME au guichet d'Orange ou l'adaptation des petites entreprises aux nouvelles technologies et à l'impact de COVID-19. Enfin, WACOMP Côte d'Ivoire envisage de s'attacher les services d'une agence de communication spécialisée pour soutenir le développement de supports d'information et de visibilité.

La rencontre s'est soldée par une série de recommandations sur le renforcement des synergies entre les composantes régionales et nationales, telles que le soutien de l'accès au financement pour les MPMPE et la promotion du Forum des entreprises Côte d'Ivoire-UE au niveau régional. Les deux parties ont convenu de prendre des mesures pour identifier de meilleures façons de répondre aux besoins du secteur privé au niveau national.

Réunion avec les parties prenantes de WACOMP Mauritanie



En mai dernier, l'équipe de coordination du WACOMP a tenu une réunion avec la composante mauritanienne du programme pour discuter de la modification des termes de référence pour le recrutement d'un expert chargé d'appuyer la mise en œuvre des activités d'évaluation de la conformité au niveau national.

La réunion a souligné l'importance de la qualité dans les chaînes de valeur sélectionnées. Lancé il y a deux ans, le volet national se concentre sur les cuirs et peaux, la gomme arabique et la volaille.

Les discussions ont également rappelé l'importance de la sécurité alimentaire comme principal soutien attendu dans le cadre du projet. A cet égard, une coopération avec l'Agence fédérale belge pour la sécurité alimentaire est prévue afin de créer un cadre général, autonome et indépendant permettant d'établir des synergies pour une gestion efficace et efficiente de ces aspects. D'autres actions renforceront les capacités techniques des parties prenantes, y compris les laboratoires de terrain.

A l'issue de la consultation, des recommandations ont émergé concernant le renforcement des synergies entre les différentes composantes, notamment dans le domaine de la qualité et du partage de l'information. La composante régionale s'est engagée à apporter son soutien pour lever le principal obstacle à la mise en œuvre du WACOMP au niveau national.

Réunion avec les parties prenantes de WACOMP Liberia

En mai, l'équipe de coordination du WACOMP a rencontré les parties prenantes de la composante libérienne pour examiner l'état d'avancement des activités relevant de son mandat.

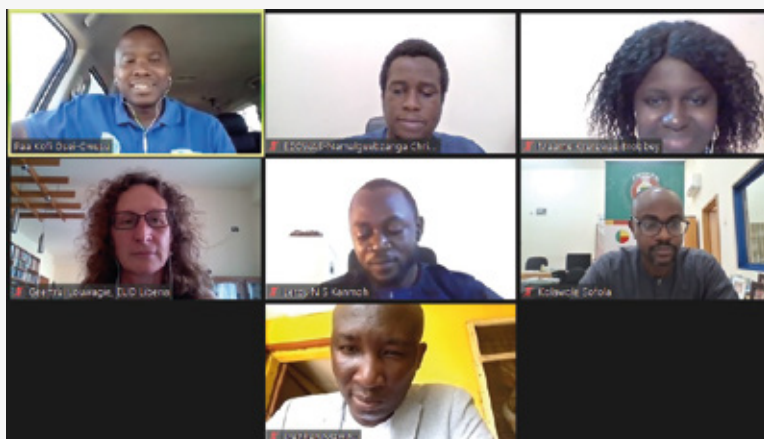
Les activités examinées comprennent le soutien aux organismes intermédiaires de formation, le soutien aux associations d'entreprises, la mise en place du réseau régional d'organisations de promotion du commerce, le mécanisme d'alerte aux obstacles au commerce ainsi que la communication et la visibilité du programme.

Les discussions ont également porté sur la sélection de l'organisation CERATH Development pour la mise en œuvre du projet visant à améliorer la compétitivité de la filière manioc et à faciliter l'intégration régionale. Le contrat a été finalisé pour un montant total de 5 650 000 €.

Plus précisément, le projet renforcera l'accès des opérateurs aux intrants et aux marchés, optimisera les systèmes de production, de transformation et de commercialisation des produits du secteur et renforcera les entreprises existantes au sein du secteur.

Les activités impliqueront l'organisme de normalisation libérien, le Center Agriculture Research Institute (CARI), le Cassava Working Group et l'Agence de Développement Coopératif du Liberia (CDA).

Les efforts de communication entre les différentes composantes du programme et les synergies le long du parcours sont également des priorités à considérer. Enthousiasmée par le démarrage des activités du WACOMP au Libéria, la composante régionale s'est engagée à fournir toute l'assistance nécessaire pour assurer la réalisation des objectifs du WACOMP et a programmé une mission de suivi.



Réunion avec les parties prenantes du WACOMP Guinée Bissau

Lors d'une mission de suivi en Guinée Bissau effectuée en mai dernier, la Commission de la CEDEAO a rencontré l'équipe du WACOMP Guinée Bissau afin d'évaluer l'avancement des activités dans le pays. Dans le cadre de son mandat, le WACOMP Guinée Bissau vise à faciliter l'intégration du pays au niveau régional tout en améliorant la compétitivité de la filière mangue et le climat des affaires.

La réunion a porté sur une série d'activités réalisées après la phase de démarrage. L'assistance technique sur le terrain a commencé par le renforcement des capacités des opérateurs dans le domaine de la qualité. Ainsi, 25 formations ont été dispensées sur divers aspects de la qualité. Des synergies ont été établies avec d'autres composantes nationales sur l'évaluation de la conformité. Enfin, une formation sur la sécurité alimentaire dans le secteur de la mangue a également été organisée.

La consultation s'est conclue par une série de recommandations sur l'accès aux normes de la CEDEAO pour la filière mangue, le renforcement des capacités, l'accès au marché et le partage des connaissances. Face aux défis identifiés lors de cette réunion de consultation, la composante régionale s'est engagée à prendre des initiatives pour soutenir la composante nationale dans la réalisation des objectifs du projet.



Participation aux séminaires de sensibilisation de la CEDEAO sur la ZLECAf

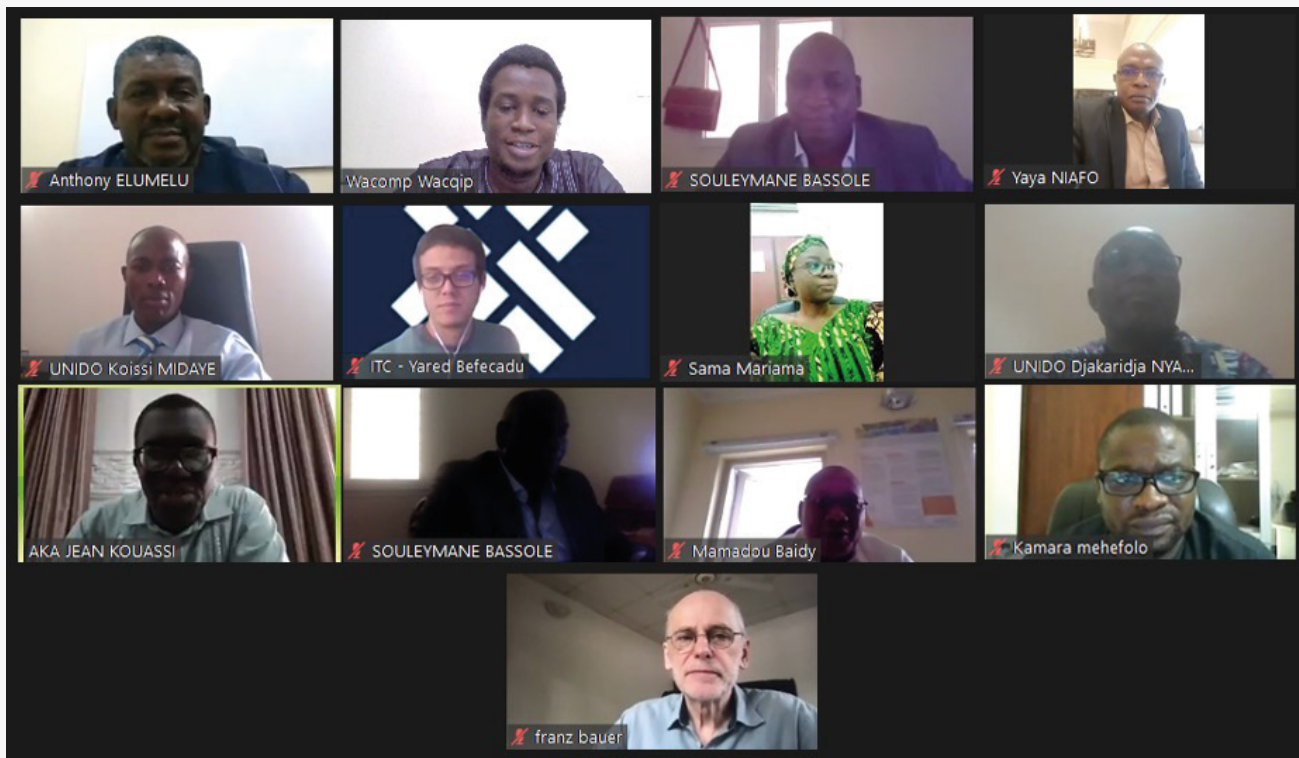
Dans le cadre des efforts visant à sensibiliser les petites et moyennes entreprises, les commerçants et les agences d'exportation de la région à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la Commission de la CEDEAO a organisé deux séminaires en avril à Accra, au Ghana, et à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Les ateliers visaient à informer les participants afin qu'ils puissent bénéficier pleinement des opportunités économiques découlant de la ZLECAf. Au cours des deux événements, les participants ont amélioré leur compréhension de l'accord et des instruments de libéralisation du commerce mis en place par la CEDEAO. Les sessions ont également porté sur les opportunités de financement, le commerce électronique pour les échanges transfrontaliers, les outils opérationnels de la ZLECAf et l'exportation au sein de la ZLECAf.

La Commission de la CEDEAO a également profité de ces deux ateliers pour présenter le Programme d'Amélioration de la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest et ses objectifs.

A l'issue des ateliers, les participants ont recommandé, entre autres, de poursuivre la sensibilisation à la ZLECAf en impliquant les acteurs des secteurs privé et public traitant des questions commerciales. En outre, la CEDEAO a invité les participants à s'approprier les outils de facilitation du commerce mis en place au niveau régional afin de renforcer l'intégration régionale et de tirer le meilleur profit de la ZLECAf.





Promouvoir les synergies sur la chaîne de valeur des peaux et du cuir dans le cadre du WACOMP

L'industrie du cuir est l'un des secteurs qui peuvent contribuer à une croissance durable en Afrique de l'Ouest. En effet, il s'agit d'un secteur manufacturier mondial qui produit des matériaux bruts, transformés et finis utilisés dans la fabrication d'articles en cuir. Le cuir est fabriqué à partir de peaux d'animaux, qui sont généralement des déchets de l'industrie alimentaire. Lorsque les animaux utilisés pour les peaux sont traités et soignés correctement, ils constituent une ressource précieuse et renouvelable.

Le secteur produit une grande quantité de matériaux et d'articles qui sont utilisés chaque jour par des millions de personnes dans le monde. L'Afrique de l'Ouest produit principalement du cuir à partir de peaux de bovins, de moutons et de chèvres, ce qui génère une grande quantité de revenus pour la valeur des peaux et du cuir.

Il est donc nécessaire de trouver des moyens de mieux exploiter le potentiel de ce secteur en créant une valeur ajoutée par la production, la transformation, la fabrication et l'exportation.

Reconnaissant l'importance de l'industrie du cuir pour la transformation durable des économies de la région et la création d'opportunités génératrices de revenus à travers les connexions aux chaînes de valeur mondiales, l'accès aux marchés régionaux et internationaux, la Commission de la CEDEAO a organisé une réunion avec les parties prenantes du secteur et du programme pour partager les expériences et promouvoir les synergies entre les composantes nationales qui ont choisi de travailler sur le développement du secteur.

Au cours de la réunion, chaque composante nationale a mis en avant le soutien apporté au secteur, à savoir la formation à l'entrepreneuriat, la collecte et le traitement des cuirs et peaux, la transformation, l'éducation financière, ainsi que la construction ou la réhabilitation de tanneries au Niger et en Mauritanie ou l'accès au financement.

Les discussions ont porté sur les questions de qualité et d'environnement, l'amélioration des compétences des acteurs impliqués, l'optimisation du climat des affaires, la promotion des investissements dans le secteur au niveau régional et la collaboration entre les composantes nationales et régionales de WACOMP.

Cette session a permis aux composantes nationales impliquées de percevoir l'intérêt de collaborer sur plusieurs aspects, notamment en matière de production de cuir, de partage d'informations sur les opportunités de marché et d'appui technique aux acteurs. La composante régionale a rassuré les participants sur sa disponibilité à les accompagner et à promouvoir les synergies dans la chaîne de valeur cuir, et peau.



CHAÎNES DE VALEURS ET ORGANISATIONS INTERMÉDIAIRES RÉGIONALES

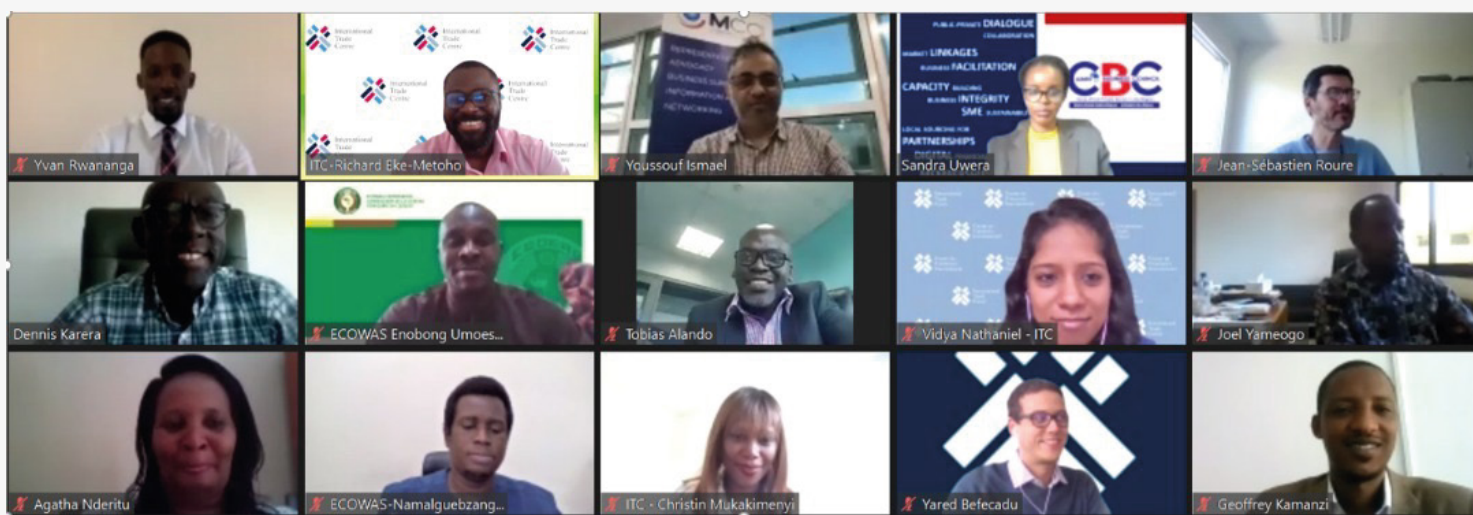
Les Employeurs d'Afrique de l'Ouest approuvent un nouveau plan stratégique



Le secrétariat de la Fédération des Organisations Patronales d'Afrique de l'Ouest (FOPA), les dirigeants et les points focaux des organisations nationales d'employeurs ont examiné et approuvé la stratégie 2021-2023 de la FOPA. La stratégie fournit aux employeurs une approche pour se concentrer sur les défis économiques régionaux afin d'accroître sa légitimité et d'améliorer le soutien qu'elle apporte à ses membres.

Le plan stratégique a défini les responsabilités et les objectifs à évaluer. Les membres se sont engagés à assurer la pérennité de l'association et à mettre en œuvre les échéances de la stratégie. Plus tôt dans l'année, le 31 mars 2021, 22 représentants ont participé à une réunion consultative visant à préserver la stabilité financière et la durabilité des activités et des objectifs de la FOPA. Conformément à la feuille de route pour l'amélioration des performances (PIRM), les représentants ont fourni aux membres un plan d'action détaillé comprenant un aperçu des actions attendues et des activités annuelles.

Discussion des parties prenantes de la CEDEAO avec les conseils d'affaires africains en vue de la création du Conseil d'Affaires de la CEDEAO



Le 31 mai 2021, des décideurs politiques des pays de la CEDEAO et les Associations Régionales d'Entreprises (ARE) d'Afrique de l'Ouest ont participé à une session de webinaire avec les conseils régionaux d'entreprises (RBC) africains établis. La session a été organisée dans le cadre des activités visant à établir et à rendre opérationnel le conseil des affaires de la CEDEAO.

Le webinaire a rassemblé plus de 60 participants et a donné aux parties prenantes de la CEDEAO un aperçu des avantages d'un RBC établi pour soutenir et renforcer efficacement le secteur privé.

Les participants de la CEDEAO comprenaient des représentants des ministères du commerce et des finances ainsi que de diverses EBR. Les conseils d'affaires présents à la session comprenaient le COMESA Business Council (CBC), l'East African Business Council (EABC) et l'African Business Council (ABC).

Les discussions du webinaire étaient basées sur des études de cas sur le CBC et l'EABC. Les représentants ont également discuté des mandats des RBCs représentant et assurant l'inclusion des intérêts du secteur privé dans l'agenda de la politique régionale, tels que la structure, les caractéristiques clés, les fonctions ainsi que les défis rencontrés. Les parties prenantes de la CEDEAO ont reçu des recommandations précieuses de leurs homologues, qui comprenaient les exigences de base pour établir avec succès un conseil d'affaires régional.

Les ministres ouest-africains du commerce et de l'industrie se sont réunis le 3 juin 2021 pour évaluer les progrès de la région en matière de normes industrielles régionales essentielles ainsi que l'évolution du commerce dans la région et sur le continent. Dans son discours d'ouverture, la ministre d'État à l'industrie, au commerce et à l'investissement du Nigeria et présidente de la session, Mme Mariam Katagum, a souligné les progrès réalisés pour établir un marché commun dans la région et a remercié les experts nationaux, la Commission de la CEDEAO ainsi que les partenaires au développement pour leur soutien financier et technique dans l'élaboration des documents présentés pour examen.

Dans le cadre de l'ordre du jour de la réunion, les ministres ont adopté des décisions recommandées par les experts du commerce qui comprennent les amendements des statuts du Conseil des affaires de la CEDEAO ainsi que la création du réseau de l'Organisation de promotion du commerce de la CEDEAO. Les ministres du commerce et de l'industrie des États membres de la CEDEAO et de la Mauritanie ont participé à la réunion. Des experts de la CEDEAO et de la Commission de l'UEMOA se sont également joints à la session.

Les Points Focaux Nationaux examinent le Mécanisme d'Alerte aux Obstacles Commerciaux

ABOUT ▾ REPORT AN OBSTACLE ▾ OBSTACLES ANALYSIS ▾ REFERENCE MATERIALS ▾ REGIONAL TOAM

DISCOVER THE TRADE OBSTACLES ALERT PLATFORM

READ MORE

Report an obstacle
Report the obstacles you face when exporting or importing your products and let the responsible authorities find a solution.

Set up your alerts
Get timely updates on the problems faced by other trade operators in the markets and product categories you are interested in.

View the reports
See the obstacle reports submitted to date and understand what the main concerns are for trade operators.

Le 21 avril 2020, des points focaux nationaux de toute la région de la CEDEAO ont participé à un atelier pour partager leurs expériences et discuter des progrès réalisés avec le mécanisme d'alerte aux obstacles commerciaux (TOAM). Les 12 points focaux présents à l'atelier l'ont utilisé comme une plateforme pour mettre en évidence des aspects spécifiques pour une utilisation continue et une amélioration de l'outil développé par l'ITC.

Par l'intermédiaire de ces points focaux nationaux, l'ITC a organisé plusieurs sessions de formation en ligne à l'intention des chambres de commerce et les représentants des secteurs privé et public sur l'outil TOAM. Les participants ont pris part à des simulations de saisie de données et de rapports en direct ; les formations comprenaient également des informations sur les mesures non tarifaires (MNT).

Au Cap-Vert, le point focal national a également souligné la nécessité pour le gouvernement d'intégrer l'outil dans les systèmes existants. La plateforme TOAM compte plus de 770 utilisateurs du site web dans la région et 270 obstacles commerciaux documentés, 137 en cours de résolution et 133 obstacles résolus.

Le développement d'une plateforme TOAM de la CEDEAO est en cours, ainsi que la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités, notamment le signalement des obstacles aux services commerciaux et l'accès des utilisateurs au système via une application mobile.



SYSTÈME RÉGIONAL D'INFRASTRUCTURE QUALITÉ ET ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Adoption de la marque de Certification de la CEDEAO "ECOQMARK"



La certification des produits est l'un des aspects les plus critiques du Système régional d'infrastructure de qualité de l'Afrique de l'Ouest. La marque de certification de produits de la CEDEAO, "ECOQMARK", est la marque régionale créée par la CEDEAO pour assurer la conformité avec ses normes communautaires. Cependant, sa mise en œuvre nécessite l'adoption préalable de ses règles générales par les 15 États membres de la CEDEAO. À cet effet, suite à l'adoption du projet de règlement par les experts et les ministres sectoriels du commerce et de l'industrie les 27 mai et 3 juin 2021, la quatre-vingt-sixième session ordinaire du Conseil des ministres de la CEDEAO, qui s'est tenue les 16 et 17 juin 2021 à Accra, au Ghana, a adopté le règlement général de "ECOQMARK". Il s'agit d'une avancée majeure vers sa mise en œuvre en Afrique de l'Ouest et pour assurer une meilleure qualité des produits et une protection accrue des consommateurs dans la région. En outre, les procédures de la CEDEAO pour l'harmonisation des règlements techniques et cinq normes régionales (ECOSTAND) sur la performance énergétique des appareils électriques, l'eau et l'assainissement ont été adoptées.

Pendant plus de deux décennies, l'ONUDI a soutenu le développement et l'opérationnalisation d'un schéma d'infrastructure régionale de qualité en Afrique de l'Ouest par la création du Conseil communautaire de la qualité (CCQ) de la CEDEAO et de ses comités connexes (ECOCONF, ECOSHAM, ECOMET, ECORAS et COREG) qui, entre autres fonctions, soutiennent le développement, l'adoption et l'application de normes régionales. Pour promouvoir l'ECOQMARK, l'approche de l'ONUDI, par le biais de l'ancien Programme des systèmes de qualité en Afrique de l'Ouest et de l'actuel Projet d'infrastructure pour la qualité et la compétitivité en Afrique de l'Ouest, tous deux financés par l'Union européenne, est axée sur le développement de systèmes de certification sectoriels pour les produits des chaînes de valeur régionales.

L'ECOQMARK sera mis en œuvre par des organismes nationaux de certification, alors que neuf pays d'Afrique de l'Ouest ont déjà établi leurs propres organismes nationaux de certification, certains d'entre eux ayant bénéficié des précédents programmes de qualité de l'ONUDI. L'ONUDI fournira en outre une assistance technique en Afrique de l'Ouest pour aider les sept pays restants à mettre en place des organismes de certification afin de soutenir l'adoption de l'ECOQMARK par les entreprises de la région ouest-africaine et d'aider les entreprises pilotes pertinentes pour les chaînes de valeur régionales à utiliser l'ECOQMARK des organismes de certification établis.

Visitez le site web du Programme du Système Qualité de l'Afrique de l'Ouest ici.

West Africa Connect met en relation les PME ouest-africaines du secteur du textile et de l'habillement et des TIC avec des acheteurs régionaux et internationaux.



Le premier événement West Africa Connect, une initiative lancée par les commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA dans le cadre du WACOMP, devrait avoir lieu les 16 et 17 novembre 2021 dans un format virtuel, compte tenu des incertitudes liées à la pandémie de COVID-19. Cet événement est une occasion unique de réunir les fournisseurs de textile/vêtements ainsi que les prestataires de services TIC des pays d'Afrique de l'Ouest et des acheteurs régionaux et internationaux soigneusement identifiés.

Organisé avec le soutien de l'ITC et de l'ONUDI, cet événement devrait attirer plus de 200 fournisseurs ouest-africains et 50 acheteurs régionaux et internationaux qui se rencontreront sur une plateforme innovante de mise en relation en ligne. Des rencontres individuelles B2B seront organisées entre des fournisseurs sélectionnés de textile, de vêtements, de mode ainsi que de services et solutions informatiques (entre autres) et des acheteurs, afin de sécuriser les transactions commerciales et d'établir de nouveaux partenariats commerciaux durables entre les acteurs de la chaîne de valeur. Tous les participants prendront part à un programme de renforcement des capacités sur la préparation des foires commerciales et les aspects techniques de la plateforme en ligne afin de préparer les PME à la participation à l'événement.

L'événement ne se limitera pas aux liens entre acheteurs et vendeurs, il donnera également de la visibilité aux initiatives de production dans la chaîne de valeur textile lancées par WACOMP en réponse à l'épidémie de COVID-19, par exemple la production de masques de protection. L'événement permettra également de promouvoir les investissements dans la chaîne de valeur du coton, du textile, de l'habillement et des services informatiques. Plusieurs événements masterclass seront organisés, par exemple sur l'importance des technologies numériques pour développer un secteur du textile et de l'habillement dynamique et durable, avec des intervenants internationaux.

Le programme WACOMP a lancé deux appels à candidatures pour les petites entreprises d'Afrique de l'Ouest alors que l'événement West Africa Connect doit avoir lieu en novembre 2021. Les petites entreprises des secteurs des TIC, du textile et de l'habillement ont été encouragées à poser leur candidature et à participer à l'événement régional B2B.

Avec plus de 670 demandes dans le secteur du textile et de l'habillement, et 340 demandes supplémentaires dans le secteur des TIC, les petites entreprises sont impatientes de bénéficier de formations sur mesure sur la promotion des exportations, le développement de plans d'affaires et de recevoir une évaluation du potentiel d'exportation de leur entreprise. Les entreprises identifiées devront avoir leur siège social et être enregistrées dans un pays de la CEDEAO ou en Mauritanie et être prêtes à exporter. Des informations supplémentaires sur l'appel à candidature qui a été mené sont disponibles ici (T&V) <https://wacomp.projects.ecowas.int/wacomp-textile-et-vetements-mpmes-appel-a-candidatures/?lang=fr> et ici (TIC) <https://wacomp.projects.ecowas.int/wacomp-entreprises-de-services-numeriques-et-start-up-digiales-de-la-ce-deao-appel-a-candidatures-2/?lang=fr>. Les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes sont fortement encouragées à postuler.

Plus d'info:

- Site web : www.westafricaconnect.com
- Facebook : www.facebook.com/West-Africa-Connect-102308475292371
- Instagram : [instagram.com/matchmeettrade](https://www.instagram.com/matchmeettrade)
- Twitter : twitter.com/matchmeettrade
- LinkedIn : West Africa Connect group



COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

Coordinating actions for an improved communication and visibility of the WACOMP



Étant donné qu'il s'agit d'un programme régional, le WACOMP met l'accent sur son profil en ligne, en augmentant sa visibilité auprès du public et en améliorant la communication interne entre les parties prenantes concernées.

Tout en se remettant de la pandémie de COVID 19, qui a mis un terme aux activités physiques, le WACOMP a également étendu la portée du programme en participant à des événements physiques. La série d'événements, intitulée CEDEAO - Programme de renforcement des capacités du PNUD - Maximiser les opportunités dans la ZLECAF pour les femmes, était un atelier de renforcement des capacités visant à améliorer le commerce interrégional en Afrique, a donné au WACOMP l'occasion de toucher un public de niche qui avait également besoin de se familiariser avec les objectifs du programme. Après cette série d'événements, WACOMP était sur le point de toucher plus de 120 participants, principalement des PME, des commerçants et des propriétaires d'entreprises.

Les activités de communication ont déjà commencé en vue de l'événement West African Business Connect qui doit se tenir plus tard cette année sous l'égide du WACOMP. Elles comprennent la conception d'une ligne directrice de la marque qui mettra en perspective l'aspect du matériel de communication, ainsi que la rédaction d'un plan de communication pour l'événement.

Après l'approbation finale de la stratégie de communication du WACOMP, le programme a prévu d'engager un consultant en communication pour mettre en œuvre efficacement les stratégies approuvées, c'est pourquoi un appel d'offres a été publié et envoyé aux consultants qui ont exprimé leur intérêt. Ces appels permettront aux consultants sélectionnés de démontrer leur compréhension du programme et de la manière de le communiquer à un public plus large. Après leur soumission, un examen minutieux de chaque société sera effectué et la société la plus qualifiée sera sélectionnée.

Le WACOMP reconnaît l'importance de parler à l'unisson avec les partenaires de mise en œuvre. Afin de poursuivre dans cette voie, les partenaires régionaux de mise en œuvre ont conclu, lors de la réunion du groupe de travail sur la communication, de compiler des messages médiatiques qui seront diffusés à travers les canaux de communication du programme. Après l'approbation des messages médiatiques, des cartes médiatiques seront conçues et distribuées de manière stratégique à un public plus large.



COMPOSANTES NATIONALES




Cabo Verde



CABO VERDE

Le PNUD et l'ONUDI lancent conjointement un chapitre du WACOMP au Cabo Verde

Le 31 mars 2021, le WACOMP a officiellement donné le coup d'envoi d'un nouveau projet national au Cabo Verde, dont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est la principale agence de mise en œuvre. Dans le cadre du WACOMP, le Cabo-Verde a bénéficié d'une enveloppe de 5 millions d'euros pour mettre en œuvre un projet national. L'ONUDI s'est vue confier une composante spécifique du projet, pour un budget total de 191 756 \$.

Le projet est intitulé "Projet d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (adapté à la réponse à la crise de la COVID-19 et rétablissement et) au Cabo Verde".

L'objectif général du projet est de sauvegarder l'ensemble du secteur socio-économique du Cabo Verde pendant et après la crise du COVID-19.

L'objectif spécifique est d'atténuer l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19 pour les acteurs économiques les plus vulnérables (travailleurs informels) et de soutenir la relance du secteur touristique. À cette fin, le gouvernement du Cabo Verde a identifié une série de mesures qui donneront au secteur du tourisme les moyens non seulement de se remettre de l'impact du COVID-19 mais aussi de le rendre plus compétitif à moyen et long terme.

Grâce à un partenariat avec l'ONUDI, un système de certification simplifié pour l'assurance qualité sera mis en œuvre afin de supprimer les barrières commerciales et d'entrée sur le marché pour les MPME du secteur du tourisme, avec le soutien de l'Instituto de Gestão da Qualidade e da Propriedade Intelectual (IGQPI). Le cadre de formation et d'assurance qualité aidera les petits entrepreneurs à améliorer leurs propres services, à mieux accueillir les touristes, et conduira à l'amélioration de la compétitivité du secteur touristique du Cap-Vert.

Le projet est mis en œuvre en collaboration et en étroite coordination avec le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie de Cabo-Verdean, ainsi qu'avec l'Institut de gestion de la qualité et de la propriété intellectuelle, IGQPI. L'IGQPI dirige déjà l'effort national en matière de certification de produits/systèmes, dont la capacité sera renforcée tout au long de l'intervention.

En tant que composante nationale sous l'égide du WACOMP, le "Projet d'appui à la compétitivité en Afrique de l'Ouest au Cabo Verde" vise à favoriser les synergies avec la composante régionale WACOMP et les autres composantes nationales.



GHANA

Formation de 75 producteurs de mangues et d'ananas aux finances et à la tenue de registres

Du 16 au 22 juin 2021, WACOMP Ghana a organisé une formation de 6 jours sur les finances et la tenue de registres pour 75 producteurs de mangues et d'ananas de la région Est. L'objectif était de promouvoir de bons systèmes de tenue des comptes et des prévisions réalistes.

La formation s'est axée sur la tenue de registres et la comptabilité agricole, car un système solide de tenue de livres est une condition préalable essentielle pour les aider à prendre des décisions financières en connaissance de cause et à être en mesure de promouvoir durablement leurs activités.

La formation était destinée aux dirigeants des trois associations de mangues de Dodowa, Yilo et de l'enclave de Manya Krobo Mango, à savoir la Dangbe Mango Farmers Association (DAMFA), la Yilo Krobo Mango Farmers Association (YKMFA) et la Klo Mango Farmers and Processors Association (Klo MFPA), ainsi qu'aux 12 associations d'ananas des districts d'Akuapim Sud, Nsawam Adoagyir et Upper Akyim.

La formation a porté sur les sujets suivants :

- Importance de la tenue des registres/comptables ;
- Processus de tenue de registres agricoles et comptables ;
- Types de dossiers agricoles en vigueur ;
- Avantages liés à la tenue de registres agricoles exacts ;
- Registres de ferme et les modèles de tenue de livres ;
- gestion du fonds de roulement ;
- Comment calculer les profits/pertes de l'entreprise ;
- Comment se préparer pour un audit ;
- Comment élaborer des calendriers et des budgets de culture ;
- Création d'une entreprise agricole (exigences et procédures).

WACOMP Ghana et Tropical Starch unissent leurs forces pour renforcer les capacités des transformateurs et des cultivateurs de manioc



Dans le cadre du projet, l'entreprise va acheter et distribuer du matériel de plantation à haut rendement aux agriculteurs, tout en veillant aux meilleures pratiques agronomiques et à une agriculture respectueuse du climat, en facilitant les services de vulgarisation, en fournissant des intrants et de l'équipement agricoles, comme une machine de traitement gari en acier inoxydable et une machine de semi-traitement (râpe de manioc), et la certification du produit de soutien. Le résultat sera un cluster plus efficace dans la région centrale.

Dans le cadre de ce soutien, le projet aidera également l'entreprise à améliorer sa capacité de production en achetant des technologies de

WACOMP Ghana soutient Tropical Starch Company Limited dans l'établissement de liens avec plus de 230 agriculteurs émergents d'Abura Asebu Kwamankese et de Nyame Bekyere, dans le but de produire et de fournir à l'usine des produits de manioc de meilleure qualité.

Tropical Starch est une entreprise de transformation alimentaire située dans le district d'Abura Asebu-Kwamankese, dans la région centrale du Ghana, spécialisée dans la fabrication de farine de manioc et de gari de pommes de terre de haute qualité. En activité depuis 2005, l'entreprise dispose actuellement d'une capacité de transformation de deux tonnes de farine de manioc de haute qualité et de 200 kg de gari Apomudzen par jour. WACOMP a aidé le cluster du manioc à renforcer les liens entre les producteurs et l'unité de transformation en améliorant la qualité des produits et en renforçant la capacité de la direction et du personnel à accroître la production

transformation plus efficaces, ainsi qu'à renforcer ses compétences de gestion dans les domaines du marketing, de l'emballage des produits, de la négociation commerciale et de la diversification des produits.

"Ce soutien de WACOMP-Ghana crée non seulement des emplois pour la population, mais encourage également les acheteurs à s'approvisionner auprès du cluster, car la qualité de nos produits est améliorée, ce qui a pour effet évident de réduire la pauvreté des habitants de la région", déclare Alhaji Musa Ali, directeur général de Tropical Starch Company Limited.

"Depuis que nous avons commencé, de plus en plus d'agriculteurs veulent adhérer. Aujourd'hui, 300 agriculteurs bénéficient de la collaboration avec l'unité de transformation et nous travaillons en étroite collaboration avec le directeur de district du ministère de l'alimentation et de l'agriculture (MofA). De nombreux agriculteurs ont déjà reçu des variétés de manioc améliorées", a-t-il déclaré.



GUINÉE

Vers l'établissement d'une politique nationale de qualité pour la Guinée

En juin dernier, le projet REFILA a organisé un atelier sur la politique nationale de qualité en Guinée, en présence de hauts représentants de l'ONUFI, du ministère de l'Industrie et de la Fédération nationale de défense des consommateurs de Guinée.

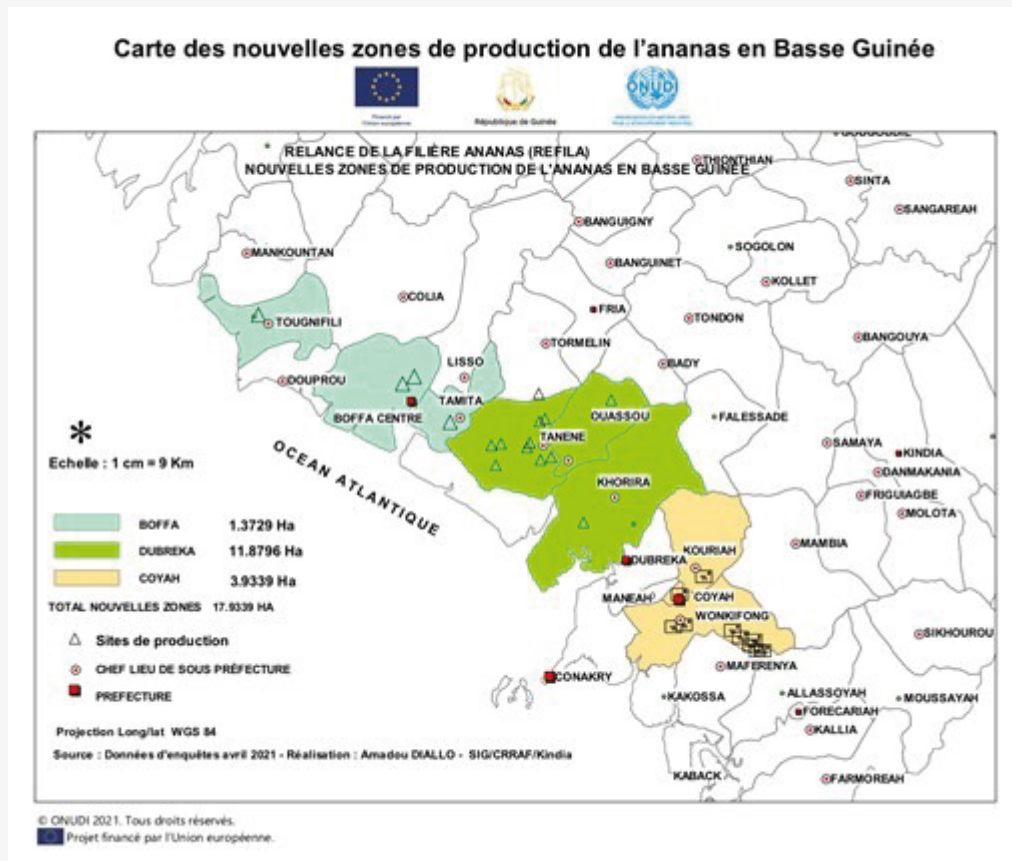
L'atelier visait à vulgariser le document de politique nationale de qualité auprès de tous les acteurs du secteur, notamment les ministères sectoriels concernés, les entreprises privées, les associations et les chambres professionnelles.

A l'issue des travaux techniques et de la présentation du document de politique qualité, une session d'échange a été organisée, donnant lieu à un cadre de concertation entre les participants et les experts du projet, avec des échanges fructueux et un partage d'expériences.

Les travaux techniques ont permis le partage des connaissances sur le document de politique, l'engagement des parties prenantes pour sa mise en œuvre effective, la priorisation de trois axes stratégiques accompagnés d'un plan d'action à court, moyen et long terme ainsi que l'identification des pistes de financement pour la mise en œuvre effective du plan d'action.

Pour plus d'informations, voir la couverture de presse : <https://bit.ly/3zLhkPp>.

Cartographie des zones de production d'ananas en Basse Guinée



Les sous-préfectures de Friguigbé (Kindia) et de Mafèrenyah (Forécariah) sont les principales zones de culture de l'ananas. L'implication de plusieurs projets agricoles d'appui à la relance de la filière ananas en Guinée, notamment le projet REFILA, a permis récemment une augmentation significative des nouvelles surfaces de plantation d'ananas.

Face au manque de données statistiques sur les différentes zones de culture, les experts du projet REFILA ont réalisé en avril une étude de cartographie des nouvelles plantations d'ananas dans les préfectures de Coyah, Dubreka et Boffa.

Les résultats de l'étude permettent désormais à la Guinée de faire le point sur la situation de l'ananas dans chacune des trois préfectures ciblées par le projet. En géoréférençant les zones, l'équipe du projet a identifié les surfaces par exploitant, les variétés cultivées, les types d'irrigation utilisés, les pratiques culturales, l'existence de cours d'eau et les sites de production par préfecture.



Funded by the European Union

Online training sessions on:

- * GAP/GMP/GHP in the mango value chain
- * Techniques of preservation of mango and its derivatives
- * GLOBALG.A.P
- * Risks Management in Food Safety Assurance

Starting Friday 28 May 2021

Via Zoom

Trainings organized by: **WACOMP** Guinea-Bissau

Projets implemented by: **UNIDO**



GUINÉE -BISSAU

Le WACOMP forme les opérateurs de la filière mangue ouest-africaine à la sécurité alimentaire

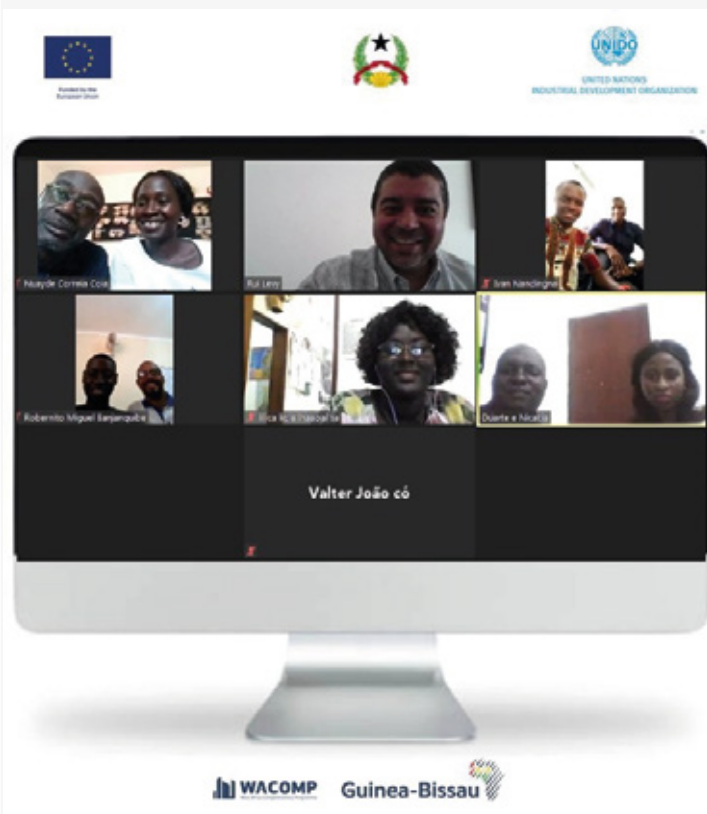
Du 28 mai au 4 juin 2021, le programme WACOMP a organisé une série de sessions de formation en ligne dans le domaine de l'évaluation de la conformité pour une soixantaine d'opérateurs du secteur de la mangue dans la région.

Ces sessions ont notamment porté sur les bonnes pratiques agricoles, de fabrication et d'hygiène ; les techniques de conservation de la mangue et des produits à base de mangue ; Global GAP, le premier programme d'assurance agricole volontaire ; et, la gestion des risques dans l'assurance de la sécurité alimentaire.

"Je suis heureux de constater que deux précédentes formations sur le HACCP et l'ISO 22000 ont déjà été réalisées avec succès et étendues aux pays WACOMP de la sous-région. Ces formations sont maintenant étendues aux thèmes des bonnes pratiques agricoles, de fabrication et d'hygiène, en réponse aux besoins exprimés par les bénéficiaires. Il s'agit de références de base essentielles à respecter pour accéder à des systèmes de certification plus complexes, nécessaires pour accéder à des marchés tels que le marché alimentaire européen", a déclaré Christophe Yvetot, représentant de l'ONUDI en Guinée-Bissau, au Sénégal, en Gambie, au Cabo-Verde et en Mauritanie.

Pour de plus amples informations:
<https://wacomp.projects.ecowas.int/wacomp-projects-join-forces-to-promote-food-safety-in-west-africa/>

WACOMP sensibilise les organismes de soutien à l'entrepreneuriat et à l'agriculture au renforcement institutionnel

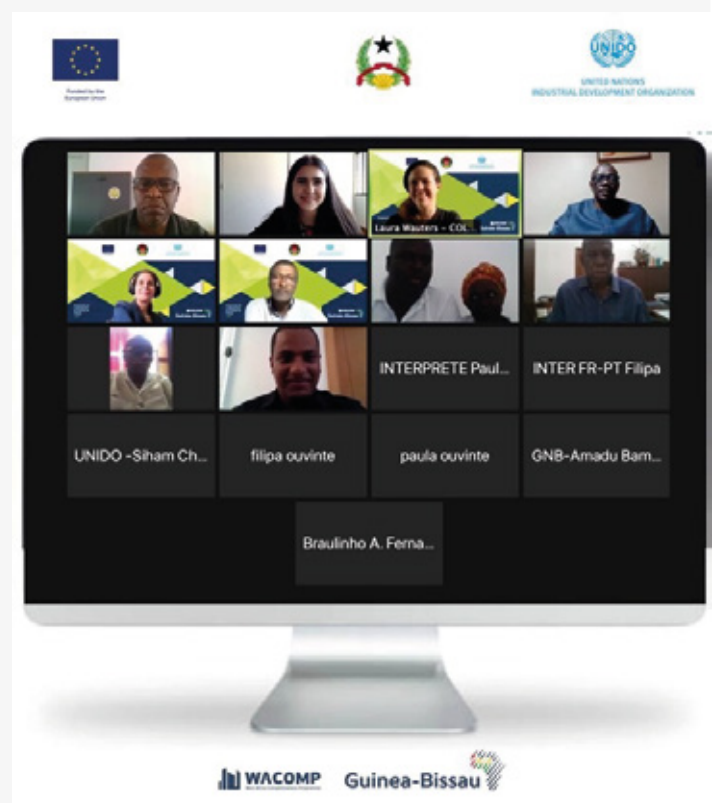


Afin de renforcer la performance et la durabilité des opérateurs de la filière mangue de Guinée Bissau, WACOMP appuiera le renforcement des capacités institutionnelles de six entités, à savoir l' Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ), l'Association nationale des agriculteurs de Guinée Bissau (ANAG), l'Association des femmes d'activité économique (AMAE), la Coopérative agricole des jeunes techniciens (COAJQ), la Fédération paysanne (KAFO) et l'Association pour la promotion du développement local (APRODEL).

L'assistance technique sera focalisé sur l'élaboration d'un diagnostic stratégique, la préparation de plans d'amélioration spécifiques et, enfin, l'appui à la mise en œuvre de mesures d'amélioration et de gains rapides. À cette fin, un consultant sera affecté à chacune des entités ciblées pour mettre en œuvre l'assistance prévue.

Le 6 juin, une session de sensibilisation sur le renforcement institutionnel a été organisée à l'intention des consultants chargés du déploiement de l'assistance technique et des points focaux des institutions bénéficiaires. L'objectif de cette session était de clarifier le contenu de l'assistance technique, les différents instruments et approches envisagés pour améliorer les performances des institutions.

WACOMP Guinée Bissau sensibilise les exportateurs de mangues sur les conditions d'accès aux marchés européens



Le 3 juin, WACOMP a organisé une session de formation sur les conditions d'accès au marché européen à l'intention des opérateurs du secteur de la mangue de Guinée-Bissau. Le COLEACP était responsable de la formation.

L'atelier a porté sur les défis et les implications de la réglementation phytosanitaire européenne actuelle pour les exportations de mangue ainsi que sur la nécessité de formaliser le dialogue public-privé pour le processus de préparation du dossier "mangue" pour validation par les autorités européennes compétentes

77 234 21 34 | contact@orbus-entreprise.com | f | t | G+ | i | r

A propos | Les formes d'entreprise | Liens utiles | S'inscrire | Se connecter

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Ministère de l'Agriculture
et de l'Équipement Rural

Créer votre société coopérative | Rechercher nom commercial | Guide des procédures | Annonces légales | Payer en ligne | Contacts

Créez votre coopérative en ligne

En savoir plus

Choisissez le type d'entreprise que vous souhaitez créer :

Société Coopérative (SCOOPS) | Société Coopérative avec Conseil d'Administration (COOP CA)

SÉNÉGAL

WACOMP Sénégal obtient un financement supplémentaire et fait avancer son initiative d'opérationnalisation des sociétés coopératives.

Après son lancement en juin 2020, WACOMP Sénégal a cherché à étendre son travail avec les sociétés coopératives au Sénégal. L'ITC a réussi à signer un amendement à sa convention de subvention avec l'Union européenne en obtenant 2 844 902 euros supplémentaires pour établir et stimuler les sociétés coopératives sélectionnées, ce qui porte le budget total du programme à 6,3 millions d'euros.

Le programme a également mis en place son bureau de projet à Dakar. Le bureau local, dirigé par la coordinatrice nationale Mme Oulimata Fall Sarr, accueille une équipe d'experts techniques aux compétences variées. L'équipe travaillera au développement des exportations et des activités génératrices de revenus dans le but de créer des emplois durables pour les femmes et les jeunes du pays.

WACOMP Sénégal vise à améliorer la compétitivité des secteurs de la mangue, de l'oignon et des TIC. Un objectif clé du programme est de renforcer les secteurs de la mangue et de l'oignon par la création de sociétés coopératives commerciales, qui travailleront dans le cadre de l'Acte uniforme sur les sociétés coopératives (AUSCOOP). L'AUSCOOP a développé une approche pour soutenir les acteurs des secteurs de la mangue et de l'oignon. Grâce à cette loi, les sociétés coopératives utilisent une approche cohésive pour promouvoir le développement économique des zones rurales et accroître la compétitivité des produits de la mangue et de l'oignon du pays.

Du 15 au 19 mars 2021, les points focaux des 14 régions du Sénégal ont suivi une formation sur l'utilisation d'un système numérique pour le registre des sociétés coopératives (RSCOOP). Le système numérique renforcera la sécurité de ses utilisateurs de sociétés coopératives et améliorera le temps moyen d'enregistrement. Avec ce nouveau processus d'enregistrement, le RSCOOP peut recevoir des demandes d'enregistrement, modifier ou supprimer des informations. Plus de 480 organisations paysannes ont été identifiées pour le système d'enregistrement numérique.

WACOMP Sénégal participe aux Mali Digital Awards



Avec le parrainage de WACOMP Sénégal, le consortium sénégalais d'e-logistique Afriware a participé aux Mali Digital Awards. Les prix faisaient partie de l'Exposition numérique malienne qui s'est tenue du 25 au 27 mars 2021 au Centre international de conférences de Bamako. Les représentants de la start-up Outalma et Paps ont fait une présentation sur le dernier kilomètre et la logistique transfrontalière, ils ont également souligné les opportunités prospectives avec la Poste nationale du Mali, Orange Mali et d'autres réseaux de transport informels.

L'événement de trois jours a été lancé par l'honorable Mouhamad Salia Toure, ministre sénégalais de l'emploi et de la formation professionnelle, qui en est le principal sponsor.

Un coup de pouce pour l'écosystème numérique sénégalais avec une nouvelle plateforme dynamique et un soutien aux pôles d'innovation locaux

Depuis le début du mois de mars, l'ITC a mené d'étroites consultations avec les parties prenantes de l'écosystème numérique du Sénégal dans le but de développer et de concevoir une plateforme destinée à promouvoir le secteur des TIC du pays. Les parties prenantes ont souligné que la plateforme devait être polyvalente et s'adapter à leurs besoins afin qu'elles puissent contribuer à la génération de contenu et à la valeur ajoutée de l'information, tout en exploitant les réseaux sociaux existants. Les parties prenantes souhaitent également mettre en place une plateforme durable.



La plateforme établira un point central permettant aux parties prenantes d'échanger leurs points de vue, de réaliser une cartographie étendue du secteur des TIC et d'améliorer les approches visant à obtenir l'adhésion des marchés nationaux et étrangers. Le secteur numérique sénégalais atteignant sa maturité, il est d'autant plus nécessaire que la mise en place et l'intégration de la plateforme soient durables et dynamiques dans leur approche. La recherche d'une entreprise locale pour soutenir le travail de développement de la plateforme débutera en juin 2021.

Par ailleurs, pour atteindre ses objectifs dans le secteur des TIC, WACOMP Sénégal a lancé un appel à candidatures pour les pôles d'innovation à travers le pays. Plusieurs candidatures ont été soumises par des hubs technologiques, avec une grande proportion d'entre elles provenant de candidats basés dans la capitale du pays, Dakar. Après le processus de présélection, les pôles d'innovation recevront des subventions individuelles structurées comme un paquet de soutien technique.

Les hubs présélectionnés sont CTIC Dakar, Concree, Impact Hub Dakar et Jokkolabs. Chacun des hubs recevra des équipements de communication et de bureau, un soutien guidé en matière de finance, de comptabilité, de systèmes numériques, d'aspects juridiques ainsi que de logistique. Les équipes de gestion de ces pôles prendront également part à des sessions de renforcement des compétences et des connaissances dans le cadre du renforcement des capacités de la subvention. Les quatre pôles d'innovation sélectionnés ont été identifiés pour avoir la plus grande empreinte à Dakar.

Le WACOMP lance le programme de résilience et de relance des MPME (P2R) en vue d'une résurgence post-COVID-19



Le 1er avril 2021, le WACOMP a procédé au lancement officiel d'un nouveau volet pays au Sénégal. Dotée d'un budget de 2 millions d'euros pour trois ans, l'initiative est mise en œuvre par l'ONUDI et se poursuivra jusqu'en mars 2024.

Le projet, intitulé Programme de résilience et de redressement des MPME (P2R), se focalise sur la résurgence des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au Sénégal après le COVID-19. Il vise à remédier aux difficultés rencontrées par les petites entreprises qui ont souffert des conditions économiques difficiles dues à la pandémie.

L'objectif principal du projet est de soutenir l'opérationnalisation du programme de résilience économique et sociale (PRES) dédié aux entreprises ainsi que le Programme Sénégal Emergent (PSE) Post-COVID, en considérant les secteurs prioritaires identifiés.

Plus précisément, le projet vise à soutenir la résilience des MPME et de leurs employés face à la crise du COVID-19 et à amorcer une reprise rapide et durable dans des secteurs tels que l'hébergement et la restauration, le transport, la pêche et la pisciculture, les produits pharmaceutiques et l'industrie alimentaire. Le programme vise à atteindre trois résultats majeurs :

- Renforcement des capacités d'au moins deux cents (200) MPME locales (dont au moins 30% d'entreprises dirigées par des femmes et 20% par des jeunes) dans les secteurs de l'agroalimentaire, des soins de santé et d'autres secteurs identifiés comme prioritaires, afin d'améliorer les processus de production et d'adopter des normes et des règlements techniques pour répondre à la demande locale et pour l'exportation vers la sous-région de la CEDEAO;
- Soutien à la modernisation de cinq laboratoires pour les aider à s'adapter à la crise sanitaire
- Soutenir l'innovation technologique pour développer les moyens de lutte contre la pandémie en adoptant les processus nécessaires et en acquérant les équipements/matériels nécessaires.



SIERRA LEONE

L'ITC lance une étude sur le secteur de l'huile de palme en Sierra Leone

L'ITC a procédé au lancement de son évaluation du secteur de l'huile de palme en Sierra Leone. L'étude vise à améliorer les performances de l'huile de palme et à revigorer le climat commercial du pays en incluant des informations provenant directement des petits exploitants agricoles des districts de Kambia, Port Loko, Pujehun et Bonthe. Pour recueillir ces informations, l'équipe technique a entamé une relation avec les villages locaux afin d'identifier les lieux propices à la conduite de ses recherches.

L'étude indiquera les opportunités existantes, les défis et les liens potentiels du marché dans la production d'huile de palme, sur la base des données des petits exploitants agricoles. L'équipe a rencontré les principales parties prenantes du secteur, notamment le ministère de l'Agriculture et des Forêts, les organisations non gouvernementales, les propriétaires de domaines privés d'huile de palme et les grandes entreprises.

L'équipe technique a rencontré des responsables de district du ministère de l'Agriculture et des Forêts, des organisations non gouvernementales, des propriétaires de domaines d'huile de palme privés et des grandes entreprises afin de s'entretenir avec les principaux acteurs du secteur. Dans l'ensemble, l'étude vise à améliorer les performances de l'huile de palme et à dynamiser le climat des affaires du pays.

Les PME de Sierra Leone cherchent à améliorer les possibilités de financement à travers l'analyse financière des entreprises

“

J'ai bon espoir que le plan d'activité permette à notre entreprise d'améliorer sa solvabilité et sa compétitivité



Depuis début mai, 40 petites entreprises des secteurs du cacao, du manioc et de l'huile de palme font l'objet d'une évaluation financière et non financière. L'exercice de diagnostic fournira aux propriétaires d'entreprises un plan d'amélioration et des séances de coaching pour améliorer l'accès au capital. Les conseillers en gestion financière (CGF), M. James Koroma et M. Raphael Marrah, ont voyagé à travers le pays pour l'exercice de diagnostic, afin de soutenir les propriétaires d'entreprises avec un plan d'amélioration et de fournir un accompagnement pour améliorer le profil de crédit des entreprises.

Au cours du diagnostic, une majorité de petites entreprises se sont révélées être des commerçants à fort potentiel, en Sierra Leone et dans toute la région. L'exercice d'analyse financière a été précédé de deux bootcamps couvrant la planification d'entreprise, le respect des taxes, le calcul du coût des produits et les prévisions, organisés à Kenema et à Makeni par l'équipe chargée de l'accès au financement. Les propriétaires de petites entreprises continueront à recevoir un accompagnement jusqu'à la fin du mois de juin 2021. Une fois le coaching terminé, les propriétaires d'entreprises auront créé un plan financier solide pour leur entreprise et l'utiliseront pour présenter leur entreprise aux bailleurs de fonds locaux et internationaux.

Après avoir participé au camp d'entraînement de 3 jours de l'ITC à l'intention des propriétaires de petites entreprises en Sierra Leone, Fatimata Kallon, propriétaire de JMK Foods Limited, a appris à adapter ses plans d'affaires en fonction du secteur de son entreprise - l'huile de palme. La formation a permis aux propriétaires d'entreprises de se familiariser avec la planification financière, l'élaboration d'un plan d'affaires et le calcul du coût des produits. La propriétaire de l'entreprise agroalimentaire prévoit d'améliorer la solvabilité de son entreprise dans l'espoir d'obtenir un financement auprès des institutions de microfinance et des banques.

Elle a également hâte que son entreprise soit soumise à l'analyse financière afin de mieux identifier les domaines à améliorer et d'améliorer les possibilités d'accès au financement. Dans deux ans, Kallon espère doubler sa production, qui passera de deux fûts et demi par jour à cinq, en réussissant à obtenir un financement pour son entreprise. Ouvrez le lien suivant pour en savoir plus sur Fatimata et son entreprise JMK Foods : <https://digital.intracen.org/issue1-21/interview-skills-are-not-enough/>

L'ONUDI soutient le Bureau de normalisation de Sierra Leone avec un laboratoire de métrologie des masses



Le 27 mai, l'ONUDI Sierra Leone a célébré la Journée mondiale de la métrologie (officiellement le 20 mai 2021) au Sierra Leone Standards Bureau (SLSB) (Bureau de normalisation de Sierra Leone). Cet événement s'est accompagné de l'inauguration du laboratoire de métrologie des masses qui a été soutenu par l'ONUDI dans le cadre du projet WACOMP. Le laboratoire a été officiellement ouvert par l'honorable Dr Edward Hinga Sandy, Ministre du commerce et de l'industrie de la Sierra Leone.

Dans son discours d'ouverture, le conseiller technique en chef de l'ONUDI, le Dr Shaukat Malik, a déclaré : "Les normes de métrologie sont des normes de mesure qui assurent la confiance dans la quantité, tandis que la certification et l'inspection assurent la confiance dans la qualité. La structure pour la quantité et la qualité est obligatoire pour le commerce mondial. Le laboratoire de métrologie des masses permettra non seulement d'étalonner les industries, les PME et les laboratoires industriels, mais aussi les laboratoires et les équipements du secteur de la santé."

Parallèlement au travail avec les laboratoires, le projet est en train d'établir un organisme de certification des systèmes de gestion (MSCB) à la SLSB, une première à la SLSB et aussi en Sierra Leone. Actuellement, les organismes de certification étrangers sont la seule option pour les PME locales, les agro-transformateurs, les exportateurs, les agriculteurs et les coopératives agricoles pour la certification des systèmes, des produits et de la production selon les normes ISO9001, ISO22000 et biologiques, etc. Une fois pleinement établies, les certifications délivrées par le SLSB-MSCB seront tout aussi acceptables dans le monde que n'importe quel organisme de certification du monde entier.

Création d'un organisme d'inspection des fruits et légumes de la Sierra Leone

Le Produce Monitoring Board (PMB) a été créé en Sierra Leone en vertu de la Loi de 2013 sur le Produce Monitoring Board, avec pour mandat de promouvoir, réglementer, surveiller et évaluer la production et l'exportation de produits. La capacité du PMB commence par l'inspection sur le terrain, allant jusqu'à l'inspection avant expédition, où le certificat d'inspection est délivré.

Le projet WACOMP en Sierra Leone, mis en œuvre par l'ONUDI, aide le PMB à devenir un organisme d'inspection accrédité conformément aux meilleures pratiques et normes internationales, à savoir ISO/IEC 17020, avec une portée d'accréditation pour les produits agricoles, de l'Entrée de la ferme jusqu'à l'inspection avant expédition. Cela permettrait d'accroître l'acceptation mondiale des marchandises exportées de la Sierra Leone.

L'organisme de contrôle couvrira également le champ d'application du manioc, du palmier à huile et du cacao dans le cadre du projet WACOMP.



Partenaires



Créée le 28 mai 1975 par le traité de Lagos, la CEDEAO est un groupe régional de 15 membres ayant pour mandat de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines d'activité des pays constitutifs. Considérée comme l'un des piliers de la Communauté Economique Africaine, la CEDEAO a été créée pour favoriser l'idéal d'autosuffisance collective de ses États membres. En tant que syndicat, il vise également à créer un seul grand bloc commercial grâce à la coopération économique. Les pays membres qui composent la CEDEAO sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo



L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est une organisation ouest-africaine créée le 10 janvier 1994, dont la mission est de réaliser l'intégration économique des États membres, en renforçant la compétitivité des activités économiques dans la région ouest-africaine. Les pays membres composant l'UEMOA sont: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo



Les États membres de l'Union européenne ont décidé de mettre en commun leur savoir-faire, leurs ressources et destins. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en préservant la diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne s'est engagée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières



L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) est l'institution spécialisée des Nations Unies qui promeut le développement industriel pour la réduction de la pauvreté, la mondialisation inclusive et la durabilité de l'environnement (ISID). Le mandat de l'ONUDI est de promouvoir et d'accélérer le développement industriel durable dans les pays en développement et les économies en transition.



Le Centre du Commerce International (CCI) est l'agence conjointe des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce. Le CCI aide les petites et moyennes entreprises des économies en développement et émergentes à être plus compétitives sur les marchés mondiaux.

ECOWAS Commission, 101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, PMB 401, Abuja, NIGERIA

Commission de l'UEMOA, 380 Avenue Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou, BURKINA FASO

Delegation of the European Union to Nigeria and ECOWAS, Europe House, European Union Crescent, Off Constitution Avenue, Central Business District. P. O. Box 280 Garki, Abuja, NIGERIA

ITC, 54-56, rue de Montbrillant, 1202 Geneva, Switzerland Postal address: ITC, Palais des Nations, 1211 Geneva 10, SWITZERLAND

UNIDO, Vienna International Centre, Wagramerstrasse 5. P.O. Box 300 A-1400 Vienna, AUSTRIA

E: info-wacomp@ecowas.int

W: www.wacomp.ecowas.int